



MEMENTO "GI"

Aide à l'investissement en matière
d'infrastructures sportives communales

Version 2010

GI

Grandes Infrastructures sportives communales



Grandes Infrastructures sportives communales

La gestion des dossiers de demandes de subventions est assurée par la Commission communautaire française - 42 rue des Palais ~ 1030 Bruxelles

Pour l'analyse d'opportunité et le suivi sportif :

Service des Affaires Socioculturelles
Secteur Sport et Infrastructures sportives

Christian BONNERT, Directeur d'Administration
Philippe LEGRAIN, Conseiller Chef de Service

Votre correspondant :

Jacques MASCART, Chargé de mission

☎ 02-800.84.01 📠 02-800.82.77

jmascart@cocof.irisnet.be

Pour l'analyse technique et le suivi administratif :

Service Patrimoine, Infrastructures et Gestion des bâtiments
Secteur Infrastructures

Jean-Jacques MASQUELIER, Directeur d'Administration
Dominique GRAIDE, Conseiller Chef de Service f.f.

Vos correspondants :

Yvan AZIZOLLAHOFF, Architecte

☎ 02-800.82.02 📠 02-800.84.54

yazizollahoff@cocof.irisnet.be

Cathy PALMERS, Assistante administrative

☎ 02-800.82.93 📠 02-800.84.54

cpalmers@cocof.irisnet.be



Christian BONNERT, Directeur d'Administration
Philippe LEGRAIN, Conseiller Chef de Service

Secteur: Sport & Infrastructures sportives

Votre correspondant :
(Analyse d'opportunité et suivi sportif)

Jacques MASCART, Chargé de mission

☎ 02-800.84.01 ☎ 02-800.82.77

jmascart@cocof.irisnet.be

Jean-Jacques MASQUELIER, Directeur d'Administration
Dominique GRAIDE, Conseiller Chef de Service f.f.

Secteur: Infrastructures

Vos correspondants :
(Analyse technique et suivi administratif)

Yvan AZIZOLLAHOFF, Architecte

☎ 02-800.82.02 ☎ 02-800.84.54

yazizollahoff@cocof.irisnet.be

Cathy PALMERS, Assistante administrative

☎ 02-800.82.93 ☎ 02-800.84.54

cpalmers@cocof.irisnet.be

MEMENTO “GI”

Aide à l'investissement en matière de Grandes Infrastructures sportives Communales

- **Procédures à mettre en œuvre pour faire appel aux subventions.**
« Description et énumération des pièces d'un dossier type de demandes de subventions en Grandes Infrastructures sportives Communales ».
- **Rappels et précisions concernant la présentation et la gestion d'une demande de subvention en Grandes Infrastructures sportives Communales.**
« Il est bon de savoir que ... ».
- **Cadre légal guidant les demandes de subventions et la gestion des dossiers introduits en Grandes Infrastructures sportives Communales :**
 - 22-02-1974 ~ Arrêté Royal relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux d'infrastructures culturelles et sportives exécutés par les provinces, communes, agglomérations, fédérations et associations de communes et les Commissions de le Culture de l'agglomération bruxelloise ;
 - 19-09-1991 ~ Arrêté de l'exécutif de la Communauté française modifiant l'Arrêté Royal du 22-02-1974 ;
 - 18-10-1977 ~ Circulaire relative à la procédure à suivre ;
 - 18-07-2002 ~ Circulaire ministérielle relative à l'octroi de subsides destinés à encourager les investissements en infrastructures sportives.



Critères d'inscription d'une demande de subvention dans le plan pluriannuel régional



Pour valoriser une demande de subvention en infrastructures sportives communales, celle-ci doit impérativement être inscrite au plan pluriannuel d'investissement régional avant d'être présentée à l'accord du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

NB : En début de chaque année, le Ministre compétent propose aux communes une éventuelle réévaluation de leur dernier plan pluriannuel d'investissement en infrastructures sportives régionales approuvé par le Gouvernement.

Procédure à suivre pour initier un dossier et l'inscrire au plan pluriannuel :

- La lettre concrétisant la demande d'inscription d'un dossier dans le plan pluriannuel en cours, à adresser à : Monsieur le Ministre Émir KIR,
Membre du Collège chargé du Sport,
BOTANIC Building
Boulevard Saint-Lazare, 10 ~ 1210 Bruxelles
- Parallèlement, la même demande est à adresser auprès de l'administration régionale compétente :
Commission Communautaire Française de la Région de Bruxelles-Capitale
Service des Affaires Socioculturelles
Secteur Sport et Infrastructures sportives
42 rue des Palais ~ 1030 Bruxelles

La demande comportera :

I L'opportunité du projet à réaliser à l'aide de subventions :

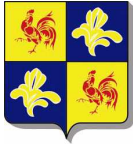
- La note de motivation explicitant les raisons pour lesquelles le projet doit être encouragé.
- La note d'intention précisant le concret du projet et les objectifs poursuivis en joignant, au besoin, une esquisse des travaux envisagés.
- Le document certifiant le droit de propriété ou de jouissance (15 ans minimum à dater de la fin des travaux) des lieux concernés par le projet.
- L'extrait de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le principe de l'investissement et décidant de faire appel aux subventions régionales.
- L'impression de la fiche actualisée de l'Infrastructure sportive concernée (sur le site Internet de la Commission communautaire française dans le « Guide des sports – <http://www.cocof.irisnet.be/sport> »).

II L'estimation des budgets nécessaires à la réalisation du projet :

- La fixation du montant de l'estimation.
- La ventilation et la méthode de calcul de cette estimation.

III La planification des étapes à franchir pour finaliser le projet :

- Le calendrier à prévoir pour respecter les délais liés à l'inscription dans le plan pluriannuel.
- L'inscription dans le plan pluriannuel signifie que la désignation de l'adjudicataire aura lieu l'année reprise dans ledit plan. Le montant de la subvention est en effet calculé sur base de l'offre approuvée.**



GRANDES INFRASTRUCTURES SPORTIVES COMMUNALES



Description et énumération des pièces d'un dossier type de demandes de subventions :

- ❑ La lettre concrétisant les demandes de subside à adresser à :
Monsieur le Ministre Émir KIR,
Membre du Collège chargé du Sport,
BOTANIC Building
Boulevard Saint-Lazare, 10 ~ 1210 Bruxelles
- ❑ Parallèlement, la même demande est à adresser (dossier en 2 exemplaires) auprès de l'administration régionale compétente :
Commission Communautaire Française de la Région de Bruxelles-Capitale
Service des Affaires Socioculturelles
Secteur Sport et Infrastructures sportives
42 rue des Palais ~ 1030 Bruxelles

Le dossier comportera :

- I** ○ L'inscription de la demande de subvention dans le plan pluriannuel d'investissement en infrastructures sportives régionales (se référer aux critères d'inscription d'un dossier dans le plan pluriannuel).
 - II** ○ La préparation de l'avant-projet est une étape essentielle, c'est durant cette période que les services du pouvoir subsidiant peuvent apporter l'aide la plus efficace.
 - L'invitation du pouvoir subsidiant à une réunion globale de présentation de l'avant-projet est à encourager.
 - III** ○ Le cahier spécial des charges, les plans d'exécution et le métré estimatif.
 - ⇒ La copie de la convention conclue dans le cadre de la coordination de sécurité.
 - ⇒ La copie conforme du permis d'urbanisme (si nécessaire).
 - ⇒ La copie conforme de l'avis de la Commission Royale des Monuments et Sites (si nécessaire).Le rapport concernant la sécurité incendie (si nécessaire).
 - L'extrait de la délibération du maître de l'ouvrage approuvant le cahier spécial des charges.
 - L'avis de la Tutelle.
 - Le plan de la commune avec indication de l'endroit concerné et de son accès.
 - Les prévisions et planification de l'agenda :
 - ⇒ les périodes et contraintes à prendre en compte pour la réalisation du projet ;
 - ⇒ les durées et planification des travaux.
-
- IV** ○ Dès que possible :
 - ⇒ le cas échéant, l'avis de marché ;
 - ⇒ 1 copie de toutes les soumissions, 2 copies de l'offre retenue ;
 - ⇒ le rapport d'analyse des soumissions, tableau comparatif, argumentation et sélection de l'entreprise.
- L'extrait de la délibération du maître de l'ouvrage approuvant l'analyse des soumissions, les dépenses y afférentes et proposant l'attribution du marché (Conseil communal).
- L'avis de la Tutelle.

Il est bon de savoir que :

- **Le cadre légal**
La demande de subvention en Grandes Infrastructures sportives Communales est instruite conformément à la Circulaire ministérielle du 18 juillet 2002, relative à l'octroi de subsides destinés à encourager les investissements en infrastructures sportives communales.
- **Parmi les conditions à respecter**, il faut noter l'obligation de justifier d'un droit de propriété ou de jouissance d'un minimum de 15 ans s'il s'agit d'une demande de subvention visant des investissements amortissables en 15 ans ou d'une durée de 30 ans s'il s'agit d'investissements amortissables en plus de 15 ans. Ce droit de jouissance est à dater de la fin des travaux.
- **Le taux de la subvention est de 60%** pour des travaux immobiliers.
- **Le montant des frais généraux** est fixé forfaitairement à 7% du montant de l'investissement pris en considération pour l'octroi de la subvention.
- **L'introduction du dossier** peut éventuellement s'effectuer en plusieurs étapes :
 - I Demande d'accord de principe (inscription au plan pluriannuel) et initialisation de projet ;
 - II Préparation de l'avant-projet et prises de contact multiples pour éviter toute perte de temps ;
 - III Introduction du dossier technique et préparation du marché ;
 - IV Introduction du dossier adjudication lié audit marché et demande d'accord ferme ;
- **L'estimation du temps nécessaire** à l'aboutissement d'un dossier peut être évaluée comme suit :
 - I Dès l'accord du Collège des Bourgmestre et Échevins, cette première étape peut être franchie rapidement et ne prendre que quelques semaines (1 à 4 semaines) ;
 - II Cette étape est essentielle elle constitue la ligne directrice qui sera suivie, elle peut prendre beaucoup de temps. Il est prudent de prévoir de 6 à 18 mois en fonction de la complexité du projet.
Elle débutera par de nombreuses réunions de concertation entre les parties intéressées (les services communaux compétents, les fédérations et clubs sportifs, les différents types d'utilisateurs, les riverains ...)
Une fois approuvé, seules certaines adaptations pourraient encore y être apportées sur base, notamment, des avis du SIAMU, de l'IBGE, du Pouvoir subsidiant, du Service de Police ...
 - III Cette étape sera tributaire de la complexité des travaux à effectuer et des éventuelles demandes de permis à recevoir (urbanisme, monuments et sites, sécurité incendie, ...).
Par prudence, un minimum de 6 à 18 mois est à prévoir ;
 - IV Sans problème particulier cette étape ne devrait prendre que quelques mois. Il est prudent de prévoir 2 à 6 mois de délai ;
 - V Quant à la durée des travaux, elle doit être également évaluée en tenant compte des imprévus (6 à 12 mois minimum) ;

Une période de 3 à 5 ans est donc nécessaire pour initier un projet et permettre son inauguration.
- **Après visite, sur place, de l'inspection**
Le fonctionnaire compétent soumettra la demande de subvention aux Ministres compétents :

Émir KIR Membre du Collège de la Commission communautaire française, Chargé du Sport	Charles PIQUÉ Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale Chargé des Pouvoir locaux
---	--
- **Attention** : Les travaux ne peuvent commencer avant l'accord des Ministres compétents.

Toutefois, pour raison d'urgence, motivée par des éléments susceptibles de mettre en péril l'usage des installations et la sécurité des usagers ou, par des événements de force majeure, certains travaux peuvent commencer après avis favorable et confirmation de l'inspection bien que cette autorisation ne puisse en aucune manière être considérée comme un engagement en matière d'intervention financière.

▪ **Exécution et réception des travaux**

Après accord ministériel et réception du document d'accord ferme, les travaux seront exécutés dans les meilleurs délais. Les rapports des réunions de chantiers ainsi que l'ensemble des documents et factures le concernant seront envoyés à l'administration, aux deux secteurs compétentes.

Sur les panneaux de chantier, il sera fait écho de l'aide des pouvoirs subsidiant.

Dès la fin des travaux, l'inspection sera invitée à la réception provisoire.

- **La liquidation de la subvention** sera effectuée par états d'avancement. Les dix derniers % seront liquidés sur présentation de la facture relative au compte final, de son approbation par le chef de projet et du PV de réception provisoire dûment signé par les intervenants à l'entreprise.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2002/31490]

18 JULI 2002. — Ministeriële omzendbrief betreffende de toekenning van toelagen voor de bevordering van investeringen in gemeentelijke sportinfrastructuur

I. ALGEMEENHEDEN

Artikel 1. Deze omzendbrief moet de toepassing mogelijk maken van :

1° wat de kleine gemeentelijke sportinfrastructuur betreft :

— het decreet van 20 december 1976 tot regeling van de toekenning van toelagen voor bepaalde werken aan sportinstallaties, gewijzigd bij het decreet van 5 november 1986;

— het koninklijk besluit van 1 april 1977 houdende uitvoering van dit decreet;

2° wat de grote gemeentelijke sportinfrastructuur betreft :

— het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 februari 1974 betreffende de staatsusenkost inzake toelagen voor het uitvoeren van culturele en sportinfrastructuurwerken (*Belgisch Staatsblad* van 21 februari 1992);

— de omzendbrief van het Ministerie van de Franse Cultuur van 18 oktober 1977 betreffende de procedure voor de indiening van de dossiers.

Art. 2. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten die hiervoor op de begroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn ingeschreven, kent de Regering, overeenkomstig de bepalingen van deze ministeriële omzendbrief, toelagen toe voor de bevordering van investeringen van algemeen nut door de gemeenten inzake sportinfrastructuur.

Aan de gemeenten en verenigingen van gemeenten kan een toelage worden toegekend voor grote en kleine gemeentelijke infrastructuur voor zover ze eigenaar zijn van het terrein van de bedoelde installaties of voor zover ze een genotsrecht hebben voor een minimumduur van vijftien jaar als de investering wordt afgelost in 15 jaar of voor een minimumduur van twintig jaar als de investering wordt afgelost in meer dan 15 jaar. Dat genotsrecht gaat in op de datum van de beëindiging van de werken.

Onder sportinfrastructuur worden onroerende installaties verstaan die sportbeoefening alsmede iedere spelactiviteit met het oog op het vertrouwd maken met sportbeoefening mogelijk maken en aanmoedigen. De bedoelde investeringen betreffen :

1° de bouw, de uitbreiding, de renovatie, de aankoop van een onroerende installatie;

2° de aankoop van de eerste sportuitrusting die nodig is voor de werking van de in 1° bedoelde onroerende installatie, met uitzondering van het onderhoudsmateriaal;

3° de bouw of inrichting van cafetaria's en kantines.

Art. 3. Een toelageaanvraag voor de investeringen die als betoelaagbaar worden beschouwd is ontvankelijk als aan de volgende voorwaarden wordt voldaan :

1° de investeringen moeten in overeenstemming zijn met de bepalingen van deze omzendbrief;

2° de nodige vergunningen voor de uitvoering van de werken zijn verkregen;

3° de verzoekende gemeente verbindt zich ertoe de betoelaagde infrastructuur te onderhouden;

4° de verzoekende gemeente verbindt zich ertoe het goed waarvoor ze een toelage heeft ontvangen niet zonder voorafgaande goedkeuring te vervreemden of een nieuwe bestemming te geven binnen 15 of 30 jaar na de toekenning van de toelage (zie artikel 2, lid 2);

5° de gemeentelijke overheden verbinden zich ertoe de toegang tot de infrastructuur te waarborgen voor de gebruikers en de clubs van de beide gemeenschappen.

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2002/31490]

18 JUILLET 2002. – Circulaire ministérielle relative à l'octroi de subsides destinés à encourager les investissements en infrastructures sportives

I. GENERALITES

Article 1^{er}. La circulaire vise à permettre l'application :

1° en ce qui concerne les petites infrastructures communales :

— du décret réglant l'octroi de subventions à certains travaux concernant les installations sportives du 20 décembre 1976 modifié par le décret du 5 novembre 1986;

— l'arrêté royal du 1^{er} avril 1977 portant exécution de ce décret.

2° en ce qui concerne les grandes infrastructures communales :

— l'application de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 22 février 1974 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux d'infrastructure culturelle et sportive (*Moniteur belge* du 21 février 1992);

— de la circulaire du 18 octobre 1977 du Ministère de la Culture française relative à la procédure à suivre pour l'introduction des dossiers.

Art. 2. Dans les limites des crédits disponibles inscrits à cette fin au budget de la Région de Bruxelles-Capitale, le Gouvernement octroie conformément aux dispositions de la présente circulaire ministérielle, des subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public par les communes en matière d'infrastructures sportives.

Les communes et les associations de communes peuvent bénéficier de la subvention pour les grandes infrastructures et les petites infrastructures communales pour autant qu'elles soient propriétaires du terrain des installations visées ou qu'elles puissent faire preuve d'un droit de jouissance d'une durée minimale de 15 ans s'il s'agit d'investissement amortissable en 15 ans ou d'une durée minimale de 30 ans s'il s'agit d'investissement amortissable en plus de 15 ans. Ce droit de jouissance est à dater de la fin des travaux.

Les infrastructures sportives sont des installations immobilières destinées à encourager et accueillir la pratique du sport ainsi que toute activité ludique initiant à la pratique sportive. Les investissements visés sont :

1° la construction, l'extension, la rénovation, l'acquisition d'une installation immobilière;

2° l'acquisition du premier équipement sportif, nécessaire au fonctionnement de l'installation immobilière visée au 1°, à l'exclusion du matériel d'entretien;

3° la construction ou l'aménagement de cafétérias et buvettes.

Art. 3. Une demande d'octroi de subside portant sur les investissements estimés comme étant subsidiables est recevable pour autant que les conditions suivantes soient respectées :

1° les investissements sont conformes aux dispositions prévues par la présente circulaire;

2° les autorisations préalables à l'exécution des travaux ont été obtenues;

3° la commune demanderesse s'engage à assurer l'entretien de l'ouvrage subsidié;

4° la commune demanderesse s'engage à ne pas aliéner et à ne pas modifier l'affectation du bien pour lequel elle bénéficie d'un subside, dans les quinze ou trente ans de l'octroi de ce dernier sans autorisation préalable (cfr. article 2, paragraphe 2);

5° l'engagement des autorités communales, relatif aux garanties d'accès des installations aux utilisateurs et aux clubs des deux communautés.

II. BETOELAAGBARE INVESTERINGEN

Art. 4. De in artikel 2, lid 3, bedoelde betoelaagbare investeringen bestaan uit :

1° de bouw, de uitbreiding, de renovatie en de aankoop van de volgende sportinfrastructuren :

- a) openluchtsportvelden;
- b) zwembaden;
- c) sportzalen;
- d) spelinfrastructuren met het oog op het vertrouwd maken met sportbeoefening;

2° de bouw, de uitbreiding, de renovatie en de aankoop van gebouwen die noodzakelijk zijn voor het gebruik van de in 1° bedoelde infrastructuren :

- a) de desbetreffende kleedkamers en sanitaire voorzieningen;
- b) materiaalruimten;
- c) technische en administratieve lokalen;
- d) vergader-, les- en perszalen;
- e) medische en sportlokalen;
- f) de dienstwoning;
- g) tribunes en staanplaatsen;
- h) het onthaal en de balie voor ticketverkoop;

3° de bouw, de uitbreiding en de renovatie van de directe omgeving van de in 1° en 2° bedoelde infrastructuren :

- a) toegangen;
- b) parkeerterreinen;
- c) beplantingen;
- d) het stadsmeubilair;
- e) de verlichting;
- f) omheiningen;

4° de aankoop van de eerste sportuitrusting die noodzakelijk is voor de werking van de in punten 1° en 2° bedoelde infrastructuren, met uitzondering van het onderhoudsmateriaal;

5° de inrichting van technische installaties die verbonden zijn met de veiligheid, de informatie en de toegankelijkheid van gebruikers, met name de personen met een beperkte mobiliteit.

Art. 5. Ook de erelonen van de ontwerpers zijn betoelaagbaar.

Art. 6. Het bedrag dat in aanmerking komt voor de berekening van de toelage is de kostprijs van de werken en van de erelonen, BTW inbegrepen.

Art. 7. De Regering stelt, na advies van de technische infrastructuurcommissie en het gewestelijk begeleidingscomité, een driejarig investeringsplan inzake sportinfrastructuur op. Dit plan kan jaarlijks worden herzien.

Art. 8. Om in het door de Regering opgestelde driejarenplan te worden opgenomen :

1° moeten de dossiers inzake grote sportinfrastructuur aan de volgende criteria voldoen :

- een betere rotatie van de infrastructuur bevorderen;
- minder gemediatiseerde sporten bevorderen;
- passen in een evenwichtige gewestelijke verdeling gelet op het kadaster en de cartografie van de openbare en privé-infrastructuur;
- alle nodige maatregelen bevatten inzake veiligheid, leefmilieu (met inbegrip van geluid) en toegankelijkheid van gebruikers met een beperkte mobiliteit.

2° moeten de dossiers inzake kleine sportinfrastructuur aan de wettelijke voorschriften van artikel 1 voldoen.

II. LES INVESTISSEMENTS SUBSIDIABLES

Art. 4. Les investissements visés à l'article 2, paragraphe 3, et susceptibles d'être subventionnés sont :

1° la construction, l'extension, la rénovation et l'acquisition des infrastructures sportives suivantes :

- a) les terrains de sports de plein air;
- b) les bassins de natation;
- c) les salles de sports;
- d) les infrastructures ludiques initiant à la pratique du sport;

2° la construction, l'extension, la rénovation et l'acquisition des bâtiments indispensables à l'utilisation des infrastructures reprises au 1° :

- a) les vestiaires, sanitaires et commodités y afférents;
- b) les réserves à matériel;
- c) les locaux techniques et administratifs;
- d) les salles de réunion, de formation et de presse;
- e) les locaux médico-sportifs;
- f) le logement de fonctions;
- g) les tribunes et les gradins;
- h) l'accueil et la billetterie;
- i) la cafétéria;

3° la construction, l'extension et la rénovation des abords des infrastructures visées aux 1° et 2° :

- a) les accès;
- b) les parkings;
- c) les plantations;
- d) le mobilier urbain;
- e) l'éclairage;
- f) les clôtures;

4° l'acquisition du premier équipement sportif, nécessaire au fonctionnement des infrastructures visées aux points 1° et 2°, à l'exclusion du matériel d'entretien;

5° la réalisation d'installations techniques liées à la sécurité, à l'information et à l'accessibilité des utilisateurs, notamment les personnes à mobilité réduite.

Art. 5. Les honoraires des auteurs de projet sont également subsidiables.

Art. 6. Le montant pris en compte pour le calcul du subside est le coût des travaux et des honoraires TVA comprise.

Art. 7. Un plan triennal d'investissement en matière sportive est déterminé, après avis de la Commission technique d'infrastructure et le Comité d'accompagnement régional, par le Gouvernement. Il peut faire l'objet d'une réévaluation annuelle.

Art. 8. Pour être inclus dans le plan triennal établi par le Gouvernement :

1° en ce qui concerne les grandes infrastructures sportives, les dossiers doivent répondre aux critères suivants :

- favoriser une meilleure rotation des infrastructures;
- permettre l'émergence de disciplines sportives moins médiatisées;
- s'inscrire dans une répartition régionale équilibrée au vu du cadastre et de la cartographie des infrastructures publiques et privées;
- inclure les mesures nécessaires en matière de sécurité, d'environnement y compris sonore et d'accès aux personnes à mobilité réduite.

2° en ce qui concerne les petites infrastructures sportives, les dossiers doivent répondre aux prescrits légaux de l'article 1^{er}.

Art. 9. Worden opgericht :

1° een technische infrastructuurcommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die samengesteld is uit :

a) drie vertegenwoordigers van de Directie van het Bestuur Culturele Zaken en Toerisme van de Franse Gemeenschapscommissie;

b) drie vertegenwoordigers van de Directie van het Bestuur Begroting, Financiën en Erfgoed van de Franse Gemeenschapscommissie;

c) twee vertegenwoordigers van het Bestuur Plaatselijke Besturen van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

d) drie vertegenwoordigers van de Vlaamse Gemeenschapscommissie.

en over elk dossier een raadgevend advies uitbrengt aan de Minister die bevoegd is inzake sportinfrastructuur;

2° een gewestelijk begeleidingscomité dat samengesteld is uit een vertegenwoordiger van elke gewestelijke Minister en Staatssecretaris en dat advies uitbrengt over elk dossier voordat het aan de Regering wordt voorgelegd.

III. KLEINE GEMEENTELIJKE SPORTINFRASTRUCTUUR

Specificiteiten van kleine sportinfrastructuur

Art. 10. Het percentage van de toelage bedraagt 50 % voor de investeringen bestemd voor onroerende installaties en die minder bedragen dan of gelijk zijn aan 124.000 euro, exclusief BTW en kosten van de akte (zie artikel 37).

In geval van aankoop stemt het in aanmerking genomen bedrag voor de berekening van de toelage overeen met de aankoopprijs die niet hoger kan zijn dan de schatting van de bevoegde ontvanger van de registratie of van het comité voor de aankoop van onroerende goederen, na aftrek van de waarde van de grond.

In geval van bouw, uitbreiding of renovatie zijn de volgende kosten begrepen in het bedrag dat in aanmerking komt voor de berekening van de toelage :

1° de kosten van de werken of van de gebruikte bouwstoffen, die in aanmerking komen voor de subsidie;

2° de huurkosten van het materiaal dat nodig is voor de uitvoering van de geplande werken.

Voor de dossiers die door de gemeenten en de verenigingen van gemeenten worden ingediend, wordt het in het eerste lid bedoelde percentage opgetrokken tot 80 % voor de installaties in de prioritaire wijken opgenomen in de lijst die als bijlage bij deze omzendbrief is gevoegd.

Art. 11. Voor de cafetaria's en kantines wordt het investeringsbedrag dat voor een toelage in aanmerking kan komen, beperkt tot :

1° één derde, met een maximumbedrag van 18.600 euro, exclusief BTW, van de investering die nodig is voor de aankoop, de uitbreiding of de renovatie van de onroerende installatie;

2° één derde, met een maximumbedrag van 24.700 euro, exclusief BTW, van de investering die nodig is voor de bouw van de onroerende installatie.

Art. 12. De toelage wordt berekend op grond van het investeringsbedrag, vermeerderd met BTW, algemene kosten en in de overeenkomst bepaalde herzieningen die berekend worden krachtens artikel 13 van de algemene aannemingsvoorwaarden gevoegd bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken.

Indien een ontwerper niet als bouwheer optreedt, wordt het bedrag van de algemene kosten forfaitair bepaald op 5 % van het investeringsbedrag dat in aanmerking komt voor de toekenning van de toelage.

Procedures voor kleine sportinfrastructuur

Art. 13. Het technisch dossier bevat de volgende stukken :

In alle gevallen :

1° een uitvoerige motiveringsnota met :

a) de categorieën huidige en mogelijke gebruikers van de infrastructuur;

b) de beschrijving van de bestaande installaties;

Art. 9. Il est installé :

1° une Commission technique d'infrastructure de la Région de Bruxelles-Capitale composée de :

a) 3 représentants de la Direction d'administration des Affaires culturelles et du Tourisme de la Commission communautaire française;

b) 3 représentants de la Direction d'administration des Affaires budgétaires, financières et patrimoniales de la Commission communautaire française;

c) 2 représentants de l'Administration des Pouvoirs locaux du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

d) 3 représentants de la Commission communautaire flamande.

La Commission technique d'infrastructure rend un avis consultatif au Ministre compétent pour les infrastructures sportives, sur chacun des dossiers.

2° un Comité d'accompagnement régional composé d'un représentant de chaque Ministre et Secrétaire d'Etat régional qui rend avis sur chacun des dossiers, préalablement à sa présentation au Gouvernement.

III. LES PETITES INFRASTRUCTURES SPORTIVES COMMUNALES

Spécificités des petites infrastructures

Art. 10. Le taux de la subvention est de 50 % pour les investissements relatifs à des installations immobilières et dont les montants sont inférieurs ou égaux à 124.000 euros hors T.V.A. et frais d'actes (cf. article 37).

En cas d'acquisition, le montant pris en compte pour le calcul de la subvention correspond au prix d'acquisition, qui ne peut excéder l'estimation du receveur de l'enregistrement compétent ou du Comité d'acquisition d'immeubles, déduction faite de la valeur du terrain.

En cas de construction, d'extension ou de rénovation, le montant pris en compte pour le calcul de la subvention comprend :

1° le coût des travaux ou des matériaux mis en œuvre, admis à la subvention;

2° les frais de location du matériel nécessaire à la réalisation des travaux envisagés.

Pour les dossiers introduits par les communes et les associations de communes, le taux visé au paragraphe 1^{er} est porté à 80 % pour les installations situées dans les quartiers prioritaires dont la liste est jointe en annexe.

Art. 11. Pour les cafétérias et les buvettes, le montant de l'investissement pouvant être subventionné est limité :

1° au tiers, plafonné à 18.600 euros hors T.V.A., de l'investissement nécessaire à l'acquisition, à l'extension ou à la rénovation de l'installation immobilière;

2° au tiers, plafonné à 24.700 euros hors T.V.A., de l'investissement nécessaire à la construction de l'installation immobilière.

Art. 12. La subvention est calculée sur le montant de l'investissement majoré de la T.V.A., des frais généraux et des révisions contractuelles calculées en application de l'article 13 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

Dans l'hypothèse de l'intervention d'un auteur de projet distinct du maître d'ouvrage, le montant des frais généraux est fixé forfaitairement à 5 % du montant de l'investissement pris en considération pour l'octroi de la subvention.

Procedures pour les petites infrastructures sportives

Art. 13. Le dossier technique comprend les documents suivants :

Dans l'ensemble des cas :

1° une note de motivation reprenant de manière détaillée :

a) les catégories d'utilisateurs, actuels et potentiels, de l'infrastructure;

b) la description des installations existantes;

c) de nagestreefde doelstellingen;

2° en plan van de gemeente met de aanwijzing van de gekozen plaatsen.

In geval van aankoop van een onroerende installatie bevat het technisch dossier, naast de in lid 1 bedoelde stukken, de volgende documenten :

1° de plannen met vermelding van de afmetingen;

2° de verkoopbelofte;

3° de schatting van het goed door de bevoegde ontvanger van de registratie of door het Comité voor de Aankoop van Onroerende Goederen, met een onderscheid tussen de kostprijs van het onroerend goed en de kostprijs van het terrein;

4° in voorkomend geval, een voorontwerp van inrichting van de aan te kopen goederen met een eerste schatting van de werken;

5° het uittreksel van de beraadslaging van de gemeenteraad van de aanvrager waarbij de aankoop alsook de desbetreffende budgettaire toerekening worden goedgekeurd.

In geval van bouw, uitbreiding of renovatie van een onroerende installatie of van aankoop van de eerste sportuitrusting, bevat het technisch dossier, naast de in lid 1 bedoelde stukken, de volgende documenten :

1° het uittreksel van de beraadslaging van de bouwheer waarbij het ontwerp van de werken wordt goedgekeurd en de wijze van gunning van de opdracht wordt vastgesteld en waarin de desbetreffende budgettaire inschrijving is vermeld;

2° het bestek en de uitvoeringsplannen;

3° de kostenraming van de werken of van de leveringen;

4° in voorkomend geval, de aankondiging van de opdracht;

5° de stedenbouwkundige vergunning of een attest van de bevoegde overheid waarin staat vermeld dat die niet vereist wordt;

6° in voorkomend geval, een verklarende nota waaruit blijkt dat alle maatregelen werden getroffen om te zorgen voor de toegankelijkheid van de uitrustingen die in aanmerking komen voor de subsidie voor personen met beperkte mobiliteit;

7° in voorkomend geval, een afschrift van het erelonencontract van de ontwerper;

8° in het kader van de veiligheidscoördinatie, een afschrift van de overeenkomst gesloten overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen (*Belgisch Staatsblad* van 7 februari 2001);

9° in geval van projecten voor buurtwerk, een nota met de voornaamste sociale kenmerken van de betrokken wijk of waarbij de verwijdering van het project van alle bestaande sport- en ontspanningsinfrastructuren wordt gerechtvaardigd;

10° een afschrift van de laatste bekendgemaakte lijst van de prioritaire wijken.

De in leden 1 tot 3 bedoelde stukken worden in twee exemplaren gevoegd. Vanaf de ontvangst van het volledig technisch dossier wordt door het bestuur een ontvangstbewijs overgemaakt aan de aanvrager met vermelding van de datum waarop de door deze ministeriële omzendbrief bedoelde termijn begint te lopen (zie artikel 38).

Art. 14. Het bestuur analyseert, op grond van het technisch dossier, de gegrondheid van de aanvraag, de relevantie van het project alsook de wettelijkheid van de akte, en legt zijn verslag ter goedkeuring aan de Minister voor. Een rubriek van dit verslag verwijst naar de opnemings van dit dossier in het driejarenplan (zie artikel 8).

Het onderzoek door het bestuur betreft ook de functionele aspecten van de projecten. De Minister beslist over het technisch dossier en betekent zijn beslissing aan de aanvrager op advies van de technische infrastructuurcommissie en van het gewestelijk begeleidingscomité (zie artikel 9).

Art. 15. In geval van bouw, uitbreiding of renovatie van onroerende installaties of van aankoop van de eerste sportuitrusting, worden het afschrift van de betekenis van de opdracht alsook het bevel om de werken aan te vatten, binnen tien dagen aan de aanvrager overgemaakt door het bestuur.

De toelage wordt vereffend na indiening, in vier exemplaren, van het dossier tot staving van de door de aanvrager uitgevoerde uitgaven.

c) les objectifs poursuivis;

2° un plan de la commune avec indication de l'endroit choisi.

Dans le cas de l'acquisition d'une installation immobilière, le dossier technique comprend, outre les documents visés au 1^{er} paragraphe, les documents suivants :

1° les plans cotés;

2° la promesse de vente;

3° l'estimation du bien établie par le receveur de l'enregistrement compétent ou le Comité d'acquisition d'immeubles, en distinguant le coût de l'immeuble et le coût du terrain;

4° le cas échéant, une esquisse d'avant-projet d'aménagement des biens à acquérir comprenant une première estimation des travaux;

5° l'extrait de la délibération du Conseil communal du demandeur approuvant l'acquisition ainsi que l'imputation budgétaire y relative.

Dans le cas de construction, d'extension ou de rénovation d'une installation immobilière ou d'achat du premier équipement sportif, le dossier technique comprend, outre les documents visés au 1^{er} paragraphe, les documents suivants :

1° l'extrait de la délibération du maître de l'ouvrage approuvant le projet des travaux, fixant le mode de passation du marché et reprenant l'inscription budgétaire y relative;

2° le cahier spécial des charges et les plans d'exécution;

3° le métré estimatif des travaux ou de fournitures;

4° le cas échéant, l'avis de marché;

5° le permis d'urbanisme ou une attestation de l'autorité compétente précisant qu'il n'est pas requis;

6° le cas échéant, une note explicative démontrant que toutes les mesures ont été prises afin d'assurer l'accessibilité des équipements admis à la subvention aux personnes à mobilité réduite;

7° une copie du contrat d'honoraires de l'auteur de projet, le cas échéant;

8° dans le cadre de la coordination de sécurité, la copie de la convention conclue conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles (*Moniteur belge* 7 février 2001)

9° dans le cas de projets d'animation de quartier, une note reprenant les principales caractéristiques sociales du quartier concerné ou justifiant l'éloignement du projet de toutes infrastructures sportives et de loisirs existantes.

10° une copie de la dernière liste publiée répertoriant les quartiers prioritaires.

Les documents visés aux paragraphes 1^{er} à 3 sont joints en deux exemplaires. Dès réception du dossier technique complet, l'administration transmet au demandeur un accusé de réception précisant la date à laquelle le délai fixé par la présente circulaire commence à courir (cfr. article 38).

Art. 14. L'administration analyse, sur la base du dossier technique, le bien-fondé de la demande, la pertinence du projet et la légalité de l'acte et soumet son rapport au Ministre pour accord. Une rubrique de ce rapport fera référence à l'introduction de ce dossier dans le plan triennal (cf. article 8).

L'examen de l'administration porte également sur les aspects fonctionnels des projets. Le Ministre statue sur le dossier technique et notifie sa décision au demandeur sur avis de la Commission technique d'infrastructure et du Comité d'accompagnement régional (cf. article 9).

Art. 15. En cas de construction, d'extension ou de rénovation d'installations immobilières ou d'achat du premier équipement sportif, le demandeur transmet à l'administration la copie de la notification du marché et l'ordre de commencer les travaux, endéans les dix jours.

La subvention est liquidée sur la présentation, en quatre exemplaires, du dossier justificatif des dépenses effectuées par le demandeur.

Het in het eerste lid bedoelde dossier bevat, in geval van aankoop van een onroerende installatie, een afschrift van de authentieke aankoopakte.

Het in het eerste lid bedoelde dossier bevat, in geval van bouw, uitbreiding of renovatie van een onroerende installatie of van aankoop van de eerste sportuitrusting :

a) in voorkomend geval, de beslissing van de bouwheer waarbij de lijst van de geraadpleegde ondernemingen wordt vastgesteld;

b) het proces-verbaal van de opening van de offertes;

c) de aanvaarde en niet-aanvaarde offertes;

d) het verslag over de ondernemingen op grond van de kwaliteit en over de analyse van de offertes;

e) de beslissing betreffende de gunning van de opdracht;

f) de vorderingsstaten en de desbetreffende facturen;

g) het proces-verbaal van voorlopige oplevering;

h) de door de bouwheer goedgekeurde eindrekening;

i) de berekening van de uitvoeringstermijn;

j) het attest van het einde van de werken;

en, in voorkomend geval :

k) de berekening van de eventuele boetes;

l) de bevelen om de werken te onderbreken of te hervatten, samen met de beraadslagingen waarbij die met redenen omkleed zijn;

m) de beraadslagingen van de bouwheer waarbij de toekenning en de duur van de bijkomende termijnen worden gerechtvaardigd.

Art. 16. Een voorschot op het bedrag van de toelage kan worden toegekend na overlegging van de facturen en van de vorderingsstaten, zodra het bedrag van de uitgevoerde betaalde werken, dat tot de in het project bedoelde hoeveelheden beperkt wordt, gelijk is aan 50 % van de werken die voor de toekenning van de toelage in aanmerking worden genomen.

Een voorschot op het bedrag van de toelage kan ook worden toegekend zodra een gedeelte van het programma bedrijfsklaar is, na overlegging van de in artikel 15, vierde lid, bedoelde stukken.

De in de eerste en tweede leden bedoelde voorschotten stemmen overeen met de bedragen van de uitgevoerde werken.

IV. GROTE GEMEENTELIJKE SPORTINFRASTRUCTUUR

Specificiteiten

Art. 17. Het percentage van de toelage bedraagt 60 % voor de investeringen bestemd voor onroerende installaties en die meer bedragen dan 124.000 euro, exclusief BTW en kosten van de akte (zie artikel 37).

In geval van aankoop stemt het in aanmerking genomen bedrag voor de berekening van de toelage overeen met de aankoopprijs die niet hoger kan zijn dan de schatting van de bevoegde ontvanger van de registratie of van het comité voor de aankoop van onroerende goederen, na aftrek van de waarde van de grond.

In geval van bouw, uitbreiding of renovatie zijn de volgende kosten begrepen in het bedrag dat in aanmerking komt voor de berekening van de toelage :

a) de kosten van de werken of van de gebruikte bouwstoffen, die in aanmerking komen voor de subsidie;

b) de huurkosten van het materiaal dat nodig is voor de uitvoering van de geplande werken.

Art. 18. Voor de cafetaria's en kantines wordt het investeringsbedrag dat voor een toelage in aanmerking kan komen, beperkt tot :

1° één derde, met een maximumbedrag van 37.180 euro, exclusief BTW, van de investering die nodig is voor de aankoop, de uitbreiding of de renovatie van de onroerende installatie;

2° één derde, met een maximumbedrag van 49.500 euro, exclusief BTW, van de investering die nodig is voor de bouw van de onroerende installatie.

Le dossier visé au 1^{er} paragraphe comprend, dans le cas d'une acquisition d'une installation immobilière, une copie de l'acte authentique d'achat.

Le dossier visé au 1^{er} paragraphe comprend, dans le cas de construction, d'extension ou de rénovation d'une installation immobilière ou d'achat du premier équipement sportif :

a) la décision du maître de l'ouvrage arrêtant la liste des entreprises consultées, le cas échéant;

b) le procès-verbal d'ouverture des offres;

c) les offres retenues et non retenues;

d) le rapport de sélection qualitative des entreprises et d'analyse des offres;

e) la décision d'attribution du marché;

f) les états d'avancement et les factures y afférentes;

g) le procès-verbal de réception provisoire;

h) le décompte final approuvé par le maître de l'ouvrage;

i) le calcul du délai d'exécution;

j) l'attestation de fin de travaux;

et, le cas échéant :

k) le calcul des amendes éventuelles; l) les ordres d'interruption et de reprise des travaux accompagnés des délibérations les motivant;

m) les délibérations du maître de l'ouvrage justifiant l'octroi et la durée des délais supplémentaires.

Art. 16. Une avance sur le montant de la subvention peut être accordée, sur présentation des factures et des états d'avancement, dès que le montant des travaux subsidiés réalisés, limité aux quantités prévues dans le projet, atteint 50 % du montant des travaux pris en considération pour l'octroi de la subvention.

Une avance sur le montant de la subvention peut également être accordée dès qu'une partie du programme est parfaitement opérationnelle, sur présentation des documents visés à l'article 15, paragraphe 4.

Les avances visées aux 1^{er} et 2^{ème} paragraphes correspondent aux montants des travaux réalisés.

IV. LES GRANDES INFRASTRUCTURES SPORTIVES COMMUNALES

Spécificités

Art. 17. Le taux de la subvention est de 60 % pour les investissements relatifs à des installations immobilières et dont les montants sont supérieurs à 124.000 euros hors T.V.A. et frais d'acte (cfr. article 37).

En cas d'acquisition, le montant pris en compte pour le calcul de la subvention correspond au prix d'acquisition, qui ne peut excéder l'estimation du receveur de l'enregistrement compétent ou du Comité d'acquisition d'immeubles, déduction faite de la valeur du terrain.

En cas de construction, d'extension ou de rénovation, le montant pris en compte pour le calcul de la subvention comprend :

a) le coût des travaux ou des matériaux mis en œuvre, admis à la subvention;

b) les frais de location du matériel nécessaire à la réalisation des travaux envisagés.

Art. 18. Pour les cafétérias et les buvettes, le montant de l'investissement pouvant être subventionné est limité :

1° au tiers, plafonné à 37.180 euros hors T.V.A., de l'investissement nécessaire à l'acquisition, à l'extension ou à la rénovation de l'installation immobilière;

2° au tiers, plafonné à 49.500 euros hors T.V.A., de l'investissement nécessaire à la construction de l'installation immobilière

Art. 19. De toelage wordt berekend op grond van het investeringsbedrag, vermeerderd met BTW, algemene kosten en in de overeenkomst bepaalde herzieningen die berekend worden krachtens artikel 13 van de algemene aannemingsvoorwaarden gevoegd bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken.

Indien een ontwerper niet als bouwheer optreedt, wordt het bedrag van de algemene kosten forfaitair bepaald op 5 % van het investeringsbedrag dat in aanmerking komt voor de toekenning van de toelage.

Art. 20. Binnen twaalf maanden na kennisgeving van het principiële akkoord wordt het technisch dossier door de aanvrager aan de Regering overgemaakt. Na het verstrijken van deze termijn vervalt het principiële akkoord.

Wanneer de Regering het technisch dossier goedkeurt stelt ze het maximumbedrag van de investeringen vast waarvoor een toelage verleend kan worden.

Art. 21. Binnen zes maanden na de kennisgeving van de goedkeuring van het technisch dossier wordt het volledig dossier inzake de gunning van de opdracht door de aanvrager aan de Regering overgemaakt. Na het verstrijken van deze termijn vervalt de goedkeuring van het technisch dossier.

De Regering kan uitzonderlijk een bijkomende termijn toekennen in geval van onvoorziene omstandigheden of omstandigheden die onafhankelijk zijn van de wil van de bouwheer.

De Regering deelt de aanvrager het gewijzigde bedrag van de toelage mede op grond van de goedgekeurde offerte en van het bedrag dat voor een toelage in aanmerking kan komen en dat op de dag van de opening van de offertes is aangepast. Behalve de in de overeenkomst bepaalde herzieningen kan de tegemoetkoming van het Gewest niet verhoogd worden na de kennisgeving van de goedkeuring van het technisch dossier.

Art. 22. De werken kunnen pas worden besteld na kennisgeving van de vaste belofte van de Regering betreffende de gunning van de opdracht.

Die kennisgeving kan pas plaatsvinden nadat het bedrag dat met de toegezegde toelage overeenstemt in de begroting is vastgelegd (zie artikel 49 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit van 17 juli 1991).

Art. 23. Een toelage mag niet worden toegekend voor de aankoop van het onroerend goed waarvoor een huurkoopcontract, leasing-overeenkomst, een promotie-overeenkomst of een prefinancieringscontract vooraf werd gesloten indien de Regering vóór het sluiten van deze overeenkomst er niet principiële mee ingestemd heeft.

Het in het eerste lid bedoelde principiële akkoord heeft tot doel het recht op toelagen te behouden, maar vormt geenszins een vaste verbintenis tot tegemoetkoming.

Art. 24. Voor de investeringen inzake bouw-, uitbreidings- of renovatiewerken die de conformiteit van de onroerende installaties met de veiligheids- en brandbestrijdingsnormen specifiek beogen, kan de Regering toestaan dat de aanvrager een snelprocedure volgt. In dat geval zijn uitzonderlijk de procedures voor kleine infrastructuur van toepassing (zie Hoofdstuk III).

De Regering kan onder de door haar gestelde voorwaarden en voor de investeringen bestemd voor dringende onderhoudswerken die noodzakelijk zijn voor de instandhouding van de onroerende installaties, toestaan dat de aanvrager de snelprocedure voor kleine infrastructuur volgt.

De in het eerste en tweede lid bedoelde toestemming wordt op grond van een met redenen omklede aanvraag verleend.

Procedures

Art. 25. Het aan het principiële akkoord van de Regering voorgelegde investeringsproject bevat de volgende stukken :

1° een uittreksel uit de beraadslaging van de aanvrager met de principiële beslissing;

2° een uitvoerige motiveringsnota met :

a) de categorieën huidige en mogelijke gebruikers van de infrastructuur;

b) de beschrijving van de bestaande installaties;

Art. 19. La subvention est calculée sur le montant de l'investissement majoré de la T.V.A., des frais généraux et des révisions contractuelles calculées en application de l'article 13 du cahier général des charges annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

Dans l'hypothèse de l'intervention d'un auteur de projet distinct du maître d'ouvrage, le montant des frais généraux est fixé forfaitairement à 5 % du montant de l'investissement pris en considération pour l'octroi de la subvention.

Art. 20. Après la notification de l'accord de principe, le demandeur transmet au Gouvernement le dossier technique dans les douze mois faisant suite à cette notification. Passé ce délai, l'accord de principe devient caduc.

Lorsqu'il approuve le dossier technique, le Gouvernement fixe le montant maximum des investissements pouvant être subventionnés.

Art. 21. Dans les six mois à dater de la notification de l'accord sur le dossier technique, le demandeur transmet au Gouvernement le dossier complet relatif à l'attribution du marché. L'accord sur le dossier technique devient caduc à l'expiration de ce délai.

En cas de circonstances imprévisibles ou indépendantes de la volonté du maître de l'ouvrage, un délai supplémentaire peut être, exceptionnellement, accordé par le Gouvernement.

Le Gouvernement notifie au demandeur le montant rectifié de la subvention, sur base de l'offre approuvée et du montant subsidiable actualisé à la date de l'ouverture des offres. Hors les cas de révisions contractuelles, l'intervention financière de la Région ne peut être revue à la hausse après la notification de l'accord sur le dossier technique.

Art. 22. La notification de la promesse ferme du Gouvernement, relatif à l'attribution du marché, permet seule la commande des travaux.

Cette notification ne peut intervenir avant l'engagement budgétaire correspondant au montant de la subvention promise (cf. Article 49 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat - 17 juillet 1991).

Art. 23. Aucune subvention ne peut être accordée pour l'acquisition du bien immobilier ayant préalablement fait l'objet d'un contrat de location-vente, de crédit-bail, de promotion ou d'un contrat de préfinancement si ce contrat n'a, avant sa conclusion, reçu un accord de principe du Gouvernement.

L'accord de principe visé au premier paragraphe a pour but de préserver le droit aux subventions mais ne constitue nullement un engagement ferme d'intervention.

Art. 24. Le Gouvernement peut, pour les investissements relatifs aux travaux de construction, d'extension ou de rénovation spécifique destinés à rendre les installations immobilières conformes aux normes de sécurité et de lutte contre l'incendie, autoriser le demandeur à utiliser une procédure accélérée. Exceptionnellement, les procédures relatives aux petites infrastructures sportives sont dans ce cas d'application (cfr. chapitre III).

Le Gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe et pour les investissements relatifs à des travaux d'entretien urgents et indispensables à la conservation des installations immobilières, autoriser le demandeur à utiliser la procédure rapide, relative aux petites infrastructures sportives.

L'autorisation visée aux 1^{er} et 2^e paragraphes est prise sur la base d'une demande motivée.

Procédures

Art. 25. Le projet d'investissement présenté à l'accord de principe du Gouvernement comprend les documents suivants :

1° un extrait de la délibération du demandeur contenant la décision de principe;

2° la note de motivation reprenant de manière détaillée :

a) les catégories d'utilisateurs, actuels et potentiels, de l'infrastructure;

b) la description des installations existantes;

c) de nagestreefde doelstellingen;

3° een plan van de gemeente met de aanwijzing van de gekozen plaats.

In geval van aankoop van een onroerende installatie, bevat het investeringsproject, naast de in het eerste lid bedoelde stukken, de volgende documenten :

1° een uittreksel uit de beraadslaging van de aanvrager met de principiële beslissing;

2° de plannen met vermelding van de afmetingen;

3° in voorkomend geval, een voorontwerp van inrichting van de aan te kopen goederen met een eerste schatting van de werken.

In geval van bouw, uitbreiding of renovatie van een onroerende installatie of van aankoop van de eerste sportuitrusting, bevat het investeringsproject, naast de in het eerste lid bedoelde documenten, de volgende stukken :

1° een uittreksel uit de beraadslaging van de bouwheer met de principiële beslissing;

2° het programma van de geplande bouwwerken;

3° een eerste schatting van de werken of leveringen;

4° een voorontwerp;

5° het stedenbouwkundig attest nr. 2;

6° een afschrift van de laatste bekendgemaakte lijst van de prioritaire wijken.

In geval van een promotieovereenkomst of van een opdracht van huurkoop, leasing of prefinanciering, bevat het investeringsproject, naast de in het eerste lid bedoelde documenten, de volgende stukken :

1° het bestek betreffende de promotieopdracht en, in voorkomend geval, de aankondiging van de opdracht;

2° het uittreksel uit de beraadslaging van de bouwheer waarbij dit bestek wordt goedgekeurd en waarbij de wijze van gunning van de opdracht wordt vastgesteld;

3° de uitvoeringsplannen;

4° de kostenraming.

In geval van investering betreffende de in artikel 24 bedoelde dringende werken, bevat het investeringsproject, naast de in het eerste lid bedoelde documenten, de stukken bedoeld in artikel 13, lid 3, 1° tot 5° en 7°.

De in leden 1 tot 5 bedoelde stukken worden in twee exemplaren hierbij gevoegd.

Vanaf de ontvangst van het volledig technisch dossier wordt door het bestuur een ontvangstbewijs aan de aanvrager overgemaakt met vermelding van de datum waarop de door deze ministeriële omzendbrief bedoelde termijn begint te lopen (zie artikel 38).

Art. 26. Het bestuur van de Franse Gemeenschapscommissie analyseert, op grond van het investeringsproject, de gegrondheid van de aanvraag alsook de wettelijkheid van de akte, en onderwerpt zijn verslag voor principiële goedkeuring aan de Minister. Een rubriek van dit verslag verwijst naar de opneming van dit dossier in het driejarenplan (zie artikel 8).

De projecten worden door het bestuur ook op hun functionele aspecten getoetst. De Minister beslist over het investeringsdossier en betekent zijn beslissing aan de aanvrager op advies van de technische infrastructuurcommissie en van het gewestelijk begeleidingscomité (zie artikel 9).

Art. 27. Het in artikel 20 bedoelde technisch dossier bevat, in twee exemplaren, de volgende stukken :

1° in geval van bouw, uitbreiding of renovatie van een onroerende installatie of van aankoop van de eerste sportuitrusting :

a) het uittreksel uit de beraadslaging van de bouwheer waarbij het project wordt goedgekeurd en de wijze van gunning van de opdracht wordt vastgesteld en waarin de desbetreffende budgettaire inschrijving is vermeld;

b) in voorkomend geval, de aankondiging van de opdracht;

c) het bestek en de uitvoeringsplannen;

d) de kostenraming van de werken of van de leveringen;

e) de stedenbouwkundige vergunning of een attest van de bevoegde overheid waarin staat vermeld dat die niet vereist wordt;

c) les objectifs poursuivis;

d) la copie de la dernière liste publiée répertoriant les quartiers prioritaires.

3° un plan de la commune avec indication de l'endroit choisi.

En cas d'acquisition d'une installation immobilière, le projet d'investissement comprend, outre les documents visés au 1^{er} paragraphe, les documents suivants :

1° un extrait de la délibération du demandeur contenant la décision de principe;

2° les plans cotés;

3° le cas échéant, une esquisse d'avant-projet d'aménagement des biens à acquérir comprenant une première estimation des travaux.

En cas de construction, d'extension ou de rénovation d'une installation immobilière ou d'achat du premier équipement sportif, le projet d'investissement comprend, outre les documents visés à 1^{er} paragraphe, les documents suivants :

1° un extrait de la délibération du maître de l'ouvrage contenant la décision de principe;

2° le programme des constructions envisagées;

3° une première estimation des travaux ou des fournitures;

4° une esquisse d'avant-projet;

5° le certificat d'urbanisme n° 2.

6° copie de la dernière liste publiée répertoriant les quartiers fragilisés.

En cas de marchés de promotion, de location-vente, de crédit-bail ou de préfinancement, le projet d'investissement comprend, outre les documents visés à l'alinéa 1^{er}, les documents suivants :

1° le cahier spécial des charges relatif au marché de promotion et, le cas échéant, l'avis de marché;

2° l'extrait de la délibération du maître de l'ouvrage approuvant ce cahier des charges et fixant le mode de passation du marché;

3° les plans d'exécution;

4° le métré estimatif.

En cas d'investissement pour des travaux urgents visés à l'article 24, le projet d'investissement comprend, outre les documents visés à l'alinéa 1^{er}, les documents visés à l'article 13, paragraphe 3, 1° à 5° et 7°.

Les documents visés aux paragraphes 1^{er} à 5 sont joints en deux exemplaires.

Dès réception du dossier d'investissement complet, l'administration délivre au demandeur un accusé de réception précisant la date à laquelle le délai fixé par la présente circulaire commence à courir (cfr. article 38).

Art. 26. Sur la base du projet d'investissement, l'administration de la Commission communautaire française analyse le bien fondé de la demande, la légalité de l'acte et soumet son rapport au Ministre pour accord de principe. Une rubrique de ce rapport fera référence à l'introduction de ce dossier dans le plan triennal (cfr. article 8).

L'examen de l'administration porte également sur les aspects fonctionnels des projets. Le Ministre statue sur le dossier d'investissement et notifie sa décision au demandeur sur avis de la Commission technique d'infrastructure et du Comité d'accompagnement régional (cfr. article 9).

Art. 27. Le dossier technique visé à l'article 20 comprend, en deux exemplaires, les documents suivants :

1° en cas de construction, d'extension ou de rénovation d'une installation immobilière ou d'achat du premier équipement sportif :

a) l'extrait de la délibération du maître de l'ouvrage approuvant le projet, fixant le mode de passation du marché et reprenant l'inscription budgétaire y relative;

b) le cas échéant, l'avis de marché;

c) le cahier spécial des charges et les plans d'exécution;

d) le métré estimatif des travaux ou des fournitures;

e) le permis d'urbanisme ou une attestation de l'autorité compétente précisant qu'il n'est pas requis;

f) het verslag van de gewestelijke Brandweerdienst;

g) in voorkomend geval, het erelonencontract van de ontwerper;

h) in voorkomend geval, een verklarende nota waaruit blijkt dat alle maatregelen werden getroffen om te zorgen voor de toegankelijkheid voor personen met beperkte mobiliteit van de bedoelaagbare uitrustingen;

2° in geval van aankoop van een onroerende installatie en wat betreft de promotieovereenkomsten of de opdrachten van huurkoop, leasing of prefinanciering :

a) in voorkomend geval, het uittreksel van de beraadslaging van de bouwheer waarbij de lijst van de te raadplegen promotors wordt vastgesteld;

b) het proces-verbaal van de opening van de offertes;

c) het verslag over de kwaliteitsanalyse van de ondernemingen;

d) de aanvaarde en niet-aanvaarde offertes;

e) het verslag over de gunning van de opdracht;

f) het uittreksel van de beraadslaging van de bouwheer waarbij de promotor wordt aangewezen;

g) het uittreksel van de beraadslaging van de aanvrager waarbij de aankoop alsook de desbetreffende budgettaire toerekening worden goedgekeurd;

h) de verkoopbelofte;

i) de schatting van het goed die door de bevoegde ontvanger van de registratie of door het Aankoopcomité uitgevoerd wordt, met een onderscheid tussen de kost van het onroerend goed en die van het terrein;

j) in voorkomend geval, het investeringsdossier, opgemaakt overeenkomstig artikel 9, betreffende de inrichting van de aan te kopen goederen.

Vanaf de ontvangst van het volledig technisch dossier, wordt een ontvangstbewijs aan de aanvrager overgemaakt door het bestuur met de datum waarop de door deze ministeriële omzendbrief bedoelde termijn begint te lopen (zie artikel 40).

Het bestuur analyseert, op grond van het technisch dossier, de gegrondheid van het project en stelt het maximumbedrag vast van de bedoelaagbare investeringen.

Na de analyse van het dossier legt het bestuur zijn verslag ter goedkeuring aan de Minister voor. De Minister beslist over het technisch dossier en betekent zijn beslissing aan de aanvrager op basis van het advies van de technische infrastructuurcommissie en van het gewestelijk begeleidingscomité (zie artikel 9).

Art. 28. Het dossier betreffende de in de artikelen 20-21 bedoelde gunning van de opdracht bevat de volgende stukken :

1° het proces-verbaal van de opening van de offertes;

2° het verslag over de kwaliteitsanalyse van de ondernemingen;

3° in voorkomend geval, het uittreksel van de beraadslaging van de bouwheer waarbij de lijst van de te raadplegen ondernemingen wordt vastgesteld;

4° het verslag over de analyse van de offertes of het verslag van de jury in geval van een wedstrijdoffertenaanvraag;

5° de aanvaarde offertes;

6° de niet-aanvaarde offertes;

7° het uittreksel uit de beraadslaging van de bouwheer waarbij de aanbesteder(s) wordt (worden) aangewezen.

De in het eerste lid bedoelde stukken worden in drie exemplaren hierbij gevoegd met uitzondering van die welke in 6° bedoeld zijn, die in één exemplaar hierbij worden gevoegd.

Na onderzoek van het dossier legt het bestuur zijn verslag ter goedkeuring aan de Minister voor.

De Minister beslist over het dossier betreffende de gunning van de opdracht en betekent zijn beslissing aan de aanvrager op advies van de technische infrastructuurcommissie en van het gewestelijk begeleidingscomité (zie artikel 9).

f) le rapport du Service régional d'incendie;

g) le cas échéant, le contrat d'honoraires de l'auteur de projet;

h) le cas échéant, une note explicative démontrant que toutes les mesures ont été prises afin d'assurer l'accessibilité des équipements admis à la subvention aux personnes à mobilité réduite;

2° en cas d'acquisition d'une installation immobilière et pour les marchés de promotion, de location-vente, de crédit-bail ou de préfinancement :

a) l'extrait de la délibération du maître de l'ouvrage arrêtant la liste des promoteurs à consulter, le cas échéant;

b) le procès-verbal d'ouverture des offres;

c) le rapport d'analyse qualitative des entreprises;

d) les offres retenues et non retenues;

e) le rapport d'attribution du marché;

f) l'extrait de la délibération du maître de l'ouvrage désignant le promoteur;

g) l'extrait de la délibération du demandeur approuvant l'acquisition ainsi que l'imputation budgétaire y relative;

h) la promesse de vente;

i) l'estimation du bien établie par le receveur de l'enregistrement compétent ou le Comité d'acquisition, en distinguant le coût de l'immeuble et le coût du terrain;

j) le cas échéant, le dossier d'investissement, établi conformément à l'article 25, relatif à l'aménagement des biens à acquérir.

Dès réception du dossier technique complet, l'administration délivre au demandeur un accusé de réception précisant la date à laquelle le délai fixé par la présente circulaire commence à courir (cfr. article 40).

L'administration analyse, sur la base du dossier technique, la pertinence du projet et établit le montant maximum des investissements pouvant être subventionnés.

Après analyse du dossier, l'administration soumet son rapport au Ministre pour accord. Le Ministre statue sur le dossier technique et notifie sa décision au demandeur sur avis de la Commission technique d'infrastructure et du Comité d'accompagnement régional (cfr. article 9).

Art. 28. Le dossier relatif à l'attribution du marché visé aux articles 20-21 comprend les documents suivants :

1° le procès-verbal d'ouverture des offres;

2° le rapport d'analyse qualitative des entreprises;

3° l'extrait de la délibération du maître de l'ouvrage arrêtant la liste des entreprises à consulter, le cas échéant;

4° le rapport d'analyse des offres ou le rapport du jury en cas d'appel d'offres concours;

5° l'offre ou les offres retenue(s);

6° les offres non retenues;

7° l'extrait de la délibération du maître de l'ouvrage désignant le ou les adjudicataires.

Les documents visés à l'alinéa 1^{er}, sont joints en trois exemplaires à l'exception de ceux visés au 6° qui sont joints en un seul exemplaire.

Après examen du dossier, l'administration soumet son rapport au Ministre pour l'octroi de la promesse ferme.

Le Ministre statue sur le dossier d'attribution du marché et notifie sa décision au demandeur sur avis de la Commission technique d'infrastructure et du Comité d'accompagnement régional (cfr. article 9).

Art. 29. In geval van bouw, uitbreiding of renovatie van onroerende installaties of van aankoop van de eerste sportuitrusting, worden het afschrift van de kennisgeving van de opdracht en het bevel om de werken aan te vatten, binnen tien dagen aan het bestuur overgemaakt door de aanvrager.

Een voorschot op het bedrag van de toelage kan worden toegekend zodra het bedrag van de uitgevoerde gesubsidieerde werken, dat beperkt wordt tot de in de inschrijving bedoelde hoeveelheden, gelijk is aan 30 % van het bedrag van de betoelaagbare werken.

Dit voorschot is gelijk aan 70 % van de toelage en wordt vereffend op voordracht, in twee exemplaren, van de behoorlijk goedgekeurde vorderingsstaten en van de schuldvorderingen.

Het saldo wordt volgestort na voorlegging van de eindafrekening van de werken.

Het dossier betreffende de eindafrekening bevat, in twee exemplaren, de volgende stukken :

- 1° de vorderingsstaten en de eindafrekening van de onderneming;
 - 2° de schuldvordering van de ondernemer;
 - 3° het proces-verbaal van voorlopige oplevering;
 - 4° de beraadslaging van de opdrachtgever waarbij de eindafrekening wordt goedgekeurd;
 - 5° de facturen;
 - 6° de berekening van de uitvoeringstermijnen;
 - 7° het attest van het einde van de werken;
- en, in voorkomend geval :
- 8° de berekening van de eventuele boeten;
 - 9° de bevelen om de werken te onderbreken en te hernemen, samen met de beraadslagingen waarbij die met redenen omkleed zijn;
 - 10° de beraadslagingen van de opdrachtgever waarbij de toekenning en de duur van de bijkomende termijnen worden gerechtvaardigd.

In geval van aankoop van een onroerende installatie en wat betreft de promotieovereenkomsten of de opdrachten van huurkoop, leasing of prefinanciering, wordt het bedrag van de toelage volgestort op voordracht, in vier exemplaren, van een eensluidend afschrift van de authentieke aankoopakte (recht van opstal) van het goed en, in voorkomend geval, op voordracht van het technisch dossier betreffende de inrichting van de goederen.

V. GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN

Art. 30. In geval de budgettaire middelen ontoereikend zijn, kan de Regering een maximumbedrag vaststellen voor het geheel van de betoelaagbare uitgaven met betrekking tot een welbepaald project.

Art. 31. Voorschotten op het toelagebedrag kunnen onder de door de Regering gestelde voorwaarden betaald worden.

Art. 32. De werken en aankopen die vóór de kennisgeving van de vaste belofte uitgevoerd zijn, komen niet in aanmerking voor een toelage (zie artikel 22).

Afwijkingen kunnen echter, op grond van een met redenen omklede aanvraag, door de Regering worden toegestaan met het oog op de dringende uitvoering van werken zonder op de vaste belofte te moeten wachten.

Deze afwijkingen hebben tot doel het recht op toelagen te behouden maar vormen geenszins een vaste verbintenis tot tegemoetkoming.

Art. 33. De in artikel 32 bedoelde aanvragen om afwijking worden samen met de toelageaanvraag ingediend bij het bestuur, met de bijzondere motiveringen van de dringende noodzakelijkheid om de werken aan te vatten of om tot de aankoop over te gaan zonder te wachten op de vaste toelagelofte.

Na het onderzoek naar de gegrondheid van voornoemde motiveringen, wordt de vergunning door het bestuur afgegeven om de werken aan te vatten op risico van de opdrachtgever, aangezien de Minister de enige persoon is die bevoegd is om de toelage al dan niet toe te kennen.

Het bestuur legt tevens zijn verslag ter goedkeuring aan de Minister voor.

De Minister beslist over de aanvraag en betekent zijn beslissing aan de aanvrager op advies van de technische infrastructuurcommissie en van het gewestelijk begeleidingscomité (zie artikel 9).

Art. 29. En cas de construction, d'extension ou de rénovation d'installations immobilières ou d'achat du premier équipement sportif, le demandeur transmet à l'administration la copie de la notification du marché et l'ordre de commencer les travaux, endéans les dix jours.

Une avance sur le montant de la subvention peut être accordée dès que le montant des travaux subsidiés réalisés, limité aux quantités prévues dans la soumission, atteint 30 % du montant des travaux admis à la subvention.

Cette avance est égale à 70 % de la subvention et est liquidée sur présentation, en deux exemplaires, des états d'avancement dûment approuvés et des déclarations de créance.

Le solde est libéré sur présentation du décompte final des travaux approuvé par le maître de l'ouvrage.

Le dossier relatif au décompte final comprend, en deux exemplaires, les documents suivants :

- 1° les états d'avancement et le décompte final de l'entreprise;
 - 2° la déclaration de créance de l'entrepreneur;
 - 3° le procès-verbal de réception provisoire;
 - 4° la délibération du maître de l'ouvrage approuvant le décompte final;
 - 5° les factures;
 - 6° le calcul des délais d'exécution;
 - 7° l'attestation de fin de travaux;
- et, le cas échéant :
- 8° le calcul des amendes éventuelles;
 - 9° les ordres d'interruption et de reprise des travaux accompagnés des délibérations les motivant;
 - 10° les délibérations du maître de l'ouvrage justifiant l'octroi et la durée des délais supplémentaires.

En cas d'acquisition d'une installation immobilière et pour les marchés de promotion, de location-vente, de crédit-bail ou de préfinancement, le montant de la subvention est libéré sur production, en quatre exemplaires, d'une copie conforme de l'acte authentique d'acquisition (droit de superficie) du bien et après production, le cas échéant, du dossier technique d'aménagement des biens.

V. DISPOSITIONS COMMUNES

Art. 30. Au cas où les disponibilités budgétaires seraient insuffisantes, le Gouvernement peut fixer un plafond au montant total des dépenses subsidiées relatif à un projet déterminé.

Art. 31. Des avances sur le montant de la subvention peuvent être payées aux conditions fixées par le Gouvernement.

Art. 32. Les travaux et acquisitions réalisés avant la notification de la promesse ferme sont exclus de la subvention (cfr. article 22).

Des dérogations peuvent toutefois être accordées par le Gouvernement, sur base d'une demande motivée, pour permettre la réalisation urgente de travaux, sans attendre la promesse ferme.

Ces dérogations ont pour but de préserver le droit aux subventions mais ne constituent nullement un engagement ferme d'intervention.

Art. 33. Les demandes de dérogation visées à l'article 32 sont introduites auprès de l'administration, accompagnées des motivations particulières prouvant l'impérieuse nécessité d'entamer les travaux ou de procéder à l'acquisition sans attendre la promesse ferme de subvention, au moment du dépôt de la demande de subvention.

Après examen du bien-fondé des motivations précitées, l'administration délivre l'autorisation d'entamer les travaux, aux risques et périls du maître de l'ouvrage, le Gouvernement étant seul habilité à accorder ou non la subvention.

L'administration soumet simultanément son rapport au Gouvernement pour accord.

Le Gouvernement statue sur la demande et notifie sa décision au demandeur sur avis de la Commission technique d'infrastructure et du Comité d'accompagnement (cfr. article 9).

Art. 34. Het bedrag van de toelage wordt berekend door het betoelagingspercentage dat in deze ministeriële omzendbrief vastgesteld is, toe te passen op het betoelaagbare bedrag.

Wat betreft de in artikel 4, 1° en 2° van deze omzendbrief bedoelde investeringen, stemt het maximale betoelaagbare bedrag overeen met het product van de nuttige gebouwde, ingerichte of aangekochte oppervlakten met een maximaal eenheidsbedrag dat voor een bepaalde oppervlakte door de Minister vastgesteld is overeenkomstig de normale bouwkost, onverminderd de voorschriften van de artikelen 11 en 18 van deze omzendbrief (zie bijgevoegde lijst).

Als de schatting van het project lager is dan het betoelaagbare maximumbedrag, wordt de toelage op grond daarvan berekend; in het tegenovergestelde geval wordt de toelage berekend op grond van het voornoemde betoelaagbare maximumbedrag.

Wat betreft de in artikel 4, 3°, 4° en 5° bedoelde investeringen, wordt het betoelaagbare maximumbedrag berekend op grond van de door de bouwheer voorgestelde schatting.

Art. 35. Zodra de toelage toegekend wordt, kan het Gewest de aanwending van de toegekende fondsen ter plaatse laten controleren.

Art. 36. De toelagetrekker die de bestemming van het goed zoals bepaald in de subsidieaanvraag niet gedurende een minimumperiode voor het type van betoelaagde infrastructuur behoudt (zie artikel 2, § 2), dient het toelagebedrag onverwijld terug te betalen. De terugbetaling gebeurt in verhouding tot de jaren waarin de bestemming niet in acht is genomen.

De gehele of gedeeltelijke toelage die ten onrechte wordt verleend, kan ingevorderd worden op de bedragen van iedere toelage die later op grond van deze omzendbrief aan de gerechtigde wordt toegekend.

Art. 37. De in deze omzendbrief bepaalde bedragen worden jaarlijks aangepast naar gelang van het indexcijfer van de consumptieprijzen.

Het basisindexcijfer is het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand voorafgaand aan de inwerkingtreding van deze omzendbrief.

Art. 38. De volgende regels zijn van toepassing voor de berekening van de termijnen die aan de Regering en de toelageaanvragers of -trekkers worden toegemeten :

1° de termijn gaat in de dag na de datum van ontvangst van de documenten;

2° de vervalddag is in de termijn inbegrepen.

Wanneer de vervalddag een zaterdag, zondag of feestdag is, wordt de termijn verlengd tot de volgende werkdag. Onder feestdagen wordt verstaan : 1 januari, Paasmaandag, 1 mei, Hemelvaart, Pinkstermaandag, 21 juli, 15 augustus, 1, 2 en 11 november, 25 en 26 december, alsook alle dagen die bij Regeringsbesluit worden vastgesteld.

Art. 39. De toelageaanvragers, de toelagetrekkers en de Regering moeten hun documenten versturen hetzij bij een ter post aangetekende brief tegen ontvangstbewijs hetzij per koerierdienst, met dien verstande dat in het laatste geval het document wordt overhandigd mits afgifte van een ontvangstbewijs.

VI. SLOTBEPALINGEN

Art. 40. Deze omzendbrief treedt in werking op 18 juli 2002.

Art. 41. De gemachtigde Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor sportinfrastructuur, is belast met de uitvoering van deze omzendbrief.

Art. 42. Voor de dossiers die vóór de inwerkingtreding van deze omzendbrief zijn ingediend, blijven de oude procedures van toepassing.

Brussel, 18 juli 2002.

Art. 34. Le montant de la subvention est calculé en appliquant le taux de subvention fixé par la présente circulaire au montant subsidiable.

Pour les investissements repris à l'article 4, 1° et 2° de la présente circulaire, le montant maximum subsidiable correspond au produit des surfaces utiles construites, aménagées ou acquises et d'un montant plafond unitaire fixé, pour une surface déterminée, par le Gouvernement, en fonction du coût normal de la construction, sans préjudice des dispositions des articles 11 et 18 de la présente circulaire (cfr. liste fournie en annexe).

Si l'estimation du projet est inférieure au montant maximum subsidiable, c'est sur base de celle-ci que sera calculée la subvention; dans le cas contraire, c'est sur base du montant maximum subsidiable précité que sera calculée la subvention.

Pour les investissements repris à l'article 4, 3°, 4° et 5°, le montant maximum subsidiable est calculé sur base de l'estimation présentée par le maître de l'ouvrage.

Art. 35. Dès l'octroi de la subvention, le Gouvernement peut faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

Art. 36. Est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, l'allocataire qui ne maintient pas l'affectation du bien telle que définie dans la demande d'octroi de subvention pendant une durée minimale liée au type d'infrastructure subventionnée (cfr. article 2, paragraphe 2). Le remboursement se fait au prorata des années durant lesquelles l'affectation n'a pas été respectée.

Tout ou partie de subvention non justifiée pourra être récupérée sur les montants de toute subvention accordée ultérieurement à l'allocataire sur base de la présente circulaire.

Art. 37. Les montants prévus par la présente circulaire varient annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation.

L'indice de départ est l'indice des prix à la consommation du mois précédant l'entrée en vigueur de la présente circulaire.

Art. 38. Pour le calcul des délais qui sont impartis au Gouvernement et aux demandeurs ou bénéficiaires de subsides, les règles suivantes sont d'application :

1° le point de départ du délai est le lendemain du jour de la réception des documents;

2° le jour de l'échéance est compté dans le délai.

Lorsque le jour de l'échéance est un samedi, un dimanche ou un jour férié, l'échéance est reportée au jour ouvrable suivant. On entend par jours fériés : le 1^{er} janvier, le lundi de Pâques, le 1^{er} mai, l'Ascension, le lundi de Pentecôte, le 21 juillet, le 15 août, les 1^{er}, 2, 11 et 15 novembre, les 25 et 26 décembre, ainsi que les jours déterminés par arrêté du Gouvernement.

Art. 39. L'envoi des actes par les demandeurs, les bénéficiaires et le Gouvernement se fait soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par porteur, étant entendu, dans ce dernier cas, que la remise de l'acte a eu lieu moyennant la délivrance d'un récépissé.

VI. DISPOSITIONS FINALES

Art. 40. La présente circulaire produit ses effets le 18 juillet 2002.

Art. 41. Le Ministre délégué de la Région de Bruxelles et Membre du Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, compétent pour les Infrastructures sportives, est chargé de l'exécution de la présente circulaire.

Art. 42. Les dossiers introduits avant la date d'entrée en vigueur de la présente circulaire restent régis par les anciennes procédures.

Bruxelles, 18 juillet 2002.